

Pays: Côte d'Ivoire

Commission: Sommets et Conseils de l'Union Européenne

Problématique: "Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?"

La Côte d'Ivoire se trouve en Afrique de l'Ouest, sur le Golfe de Guinée et voisine le Libéria et la Guinée à l'Ouest, le Niger et le Burkina Faso au Nord, le Ghana à l'Est. Le pays a rejoint la CEDEAO le 28 mai 1975, l'UEMOA le 10 janvier 1994 et la CEN-SAD en 2004 et est dirigé depuis le 4 décembre 2010 par Alassane Ouattara, le 5e président du pays qui se focalise sur une modernisation de l'économie ainsi qu'une coopération régionale.

Le pays est indépendant depuis le 7 août 1960, lors de leur indépendance de l'AOF.

Les organisations régionales ouest-africaines participent donc face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques qui secouent la région, en coopération avec les Etats-Membres de l'Union Européenne.

En tant que principal pays de l'immigration de la CEDEAO, ainsi qu'un pays obtenant un haut nombre de migrations vers des destinations extérieures entre 2016 et 2021 (164 000 émigrés, notamment vers des États européens, les Etats-Unis et le Canada) , les défis migratoires posent des questions humanitaires et sécuritaires. La criminalité transfrontalière au niveau des frontières du Nord, ainsi que la menace terroriste de groupes djihadistes (Al-Qaïda ; JNIM) sont préoccupantes. Sur le plan économique, la région doit faire face à la pauvreté, au chômage et donc à une intégration économique à aboutir. Sur un plan démocratique, le processus électoral ainsi que les institutions demeurent essentielles pour éviter les crises de corruption. Tous ces enjeux concernent la Côte d'Ivoire ainsi que son peuple. C'est pour cela qu'elle doit naviguer à travers des défis internes, et qu'une coopération régionale renforcée serait nécessaire pour faire face à ces crises.

Le pays soutiennent fortement une approche de partenariat entre l'Union Européenne et les organisations régionales ouest-africaines. La Côte d'Ivoire doit donc renforcer ces accords pour répondre avec efficacité et efficience aux besoins et aux défis communs. La Côte d'Ivoire se met également d'accord également avec plusieurs conventions internationales sur ces défis, telles que la Charte africaine des droits de l'Homme et les protocoles de la CEDEAO. Elle se base sur une coopération renforcée, sur l'échange d'informations, la formation des forces de sécurité ainsi que le développement économique et la consolidation démocratique; tout cela en respectant la souveraineté des Etats africains.

La Côte d'Ivoire a mis en place alors plusieurs initiatives pour répondre à ces défis: elle participe activement aux missions de maintien de la paix de la CEDEAO, a adopté des lois contre l'immigration clandestine, et a lancé des programmes de développement économique avec l'appui des partenaires internationaux. Sur le plan régional, elle soutient une création de centres communs de sécurité et de migration. Cependant, la Côte d'Ivoire reste prudente vis-à-vis de certains actes juridiques de l'UE, craignant une mauvaise gérance dans sa souveraineté. C'est pour cela que l'Etat propose une mise en place de dialogue régional, invitant des acteurs locaux, pour identifier les priorités communes. Ceci aiderait au

développement de tels projets contribuant à la gestion migratoire et au développement économique.

La position de la Côte d'Ivoire est donc favorable à un renforcement de la coopération entre l'UE et les organisations ouest-africaines, dans le cadre d'un partenariat équilibré respectant la souveraineté des Etats. La Côte d'Ivoire, plus europhile dans sa politique étrangère, considère cette coopération comme essentielle pour faire face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques. La tendance politique ivoirienne se focalise donc dans une collaboration multilatérale et le dialogue régional, afin de construire une Afrique de l'Ouest plus stable, prospère et démocratique.